

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1933-1934	N° 24		Zittingsjaar 1933-1934
BUDGET N° 4V.	SEANCE du 23 novembre 1933	VERGADERING van 23 November 1933	BEGROOTING N° 4V.

BUDGET
du Ministère des Affaires Etrangères
pour l'exercice 1934.

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (1)
PAR M. VAN CAUWELAERT.

MADAME, MESSIEURS,

Dans le rapport que nous avons eu l'honneur de faire sur le budget de 1933, nous nous sommes permis d'exposer avec une certaine ampleur les problèmes extérieurs qui s'imposent à l'heure actuelle à l'attention du Gouvernement et de la Chambre.

La discussion du budget de 1934, devant être liée à celle du budget précédent, nous pouvons nous dispenser de reprendre ces considérations générales et nous nous contenterons de reproduire, succinctement, mais aussi fidèlement que possible, les observations qui ont été présentées au sein de notre commission.

Notre politique vis-à-vis de l'Allemagne.

Déjà dans notre rapport précédent nous nous sommes fait l'interprète des inquiétudes que le régime hitlérien avait fait naître chez les membres de la commission au sujet de la politique militaire et extérieure de l'Allemagne. Ces inquiétudes ont été exprimées de nouveau par plusieurs membres. Elles ont pris un caractère plus précis et plus grave, depuis que l'Allemagne a décidé de se reti-

(1) La Commission, présidée par M. Poncelet, était composée :

1° Des membres de la Commission des Affaires Etrangères : MM. Bovesse, Brumfiel, C.

BEGROOTING
van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken
voor het dienstjaar 1934.

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER VAN CAUWELAERT.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

In het verslag dat wij de eer hadden over de begrooting voor 1933 uit te brengen zijn wij vrij uitvoerig ingegaan op de vraagstukken van buitenlandschen aard welke voor het oogenblik de aandacht moesten gaande houden van de Regeering en van de Kamer.

Daar de begrooting voor 1934 samen met de vorige moet behandeld worden, mogen wij deze algemeene beschouwingen dikmaal achterwege laten en wij zullen er ons mede vergenoegen beknopt, maar zou getrouw mogelijk, de opmerkingen weer te geven welke in den schoot van onze Commissie gemaakt werden.

Onze politiek ten opzichte van Duitschland.

In ons vorig verslag hebben wij de bezorgdheid vertolkt welke het Hitleriaansch regime had doen ontstaan bij de leden der Commissie met betrekking tot de militaire en buitenlandsche politiek van Duitschland. Aan deze bezorgdheid hebben verscheidene leden der Commissie opnieuw uiting gegeven. Zij is nog grooter geworden, sedert Duitschland besloten heeft zich terug te trekken

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer Poncelet, bestond uit :

1° De leden van de Commissie voor Buitenlandsche Zaken

Le présent rapport n° 24 a été distribué le 25 novembre 1933. (Art. 4 de la résolution de la Chambre relative à l'examen des Budgets.)

Dit verslag n° 24 werd rondgedeeld op 25 November 1933 (Art. 4 van het besluit van de Kamer betreffende de behandeling van de Begrootingen.)

Huysmans, Heyman, Van Aekere (F.), Rubbens, Delvigne.

Huysmans, Heyman, Van Aekere (F.), Rubbens, Delvigne.

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1933-1934	N° 24		Zittingsjaar 1933-1934
BUDGET N° 4v.	SEANCE du 23 novembre 1933	VERGADERING van 23 November 1933	BEGROETING N° 4v.

BUDGET
du Ministère des Affaires Etrangères
pour l'exercice 1934.

RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION (1)
PAR M. VAN CAUWELAERT.

MADAME, MESSIEURS,

Dans le rapport que nous avons eu l'honneur de faire sur le budget de 1933, nous nous sommes permis d'exposer avec une certaine ampleur les problèmes extérieurs qui s'imposent à l'heure actuelle à l'attention du Gouvernement et de la Chambre.

La discussion du budget de 1934, devant être liée à celle du budget précédent, nous pouvons nous dispenser de reprendre ces considérations générales et nous nous contenterons de reproduire, succinctement, mais aussi fidèlement que possible, les observations qui ont été présentées au sein de notre commission.

Notre politique vis-à-vis de l'Allemagne.

Déjà dans notre rapport précédent nous nous sommes fait l'interprète des inquiétudes que le régime hitlérien avait fait naître chez les membres de la commission au sujet de la politique militaire et extérieure de l'Allemagne. Ces inquiétudes ont été exprimées de nouveau par plusieurs membres. Elles ont pris un caractère plus précis et plus grave, depuis que l'Allemagne a décidé de se reti-

(1) La Commission, présidée par M. Poncelet, était composée :

1° Des membres de la Commission des Affaires Etrangères : MM. Bovesse, Brunfaut, Carton, de Kerchove d'Exaerde, De Schryver, Destrée, Fischer, Hubin, Huysmans, Jaspar (Marcel-Henri), Joris, Piérard, Raemdonck, Renkin, Sinzot, Somerhausen, Troolet, Van Cauwelaert, Vandervelde (Emile), Van Dievoet, Winandy ;

2° Des membres désignés par les sections : MM. Marquet, Huysmans, Heyman, Van Ackere (F.), Rubbens, Delvigne.

BEGROETING
van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken
voor het dienstjaar 1934.

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER VAN CAUWELAERT.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

In het verslag dat wij de eer hadden over de begroeting voor 1933 uit te brengen zijn wij vrij uitvoerig ingegaan op de vraagstukken van buitenlandschen aard welke voor het oogenblik de aandacht moeten gaande houden van de Regeering en van de Kamer.

Daar de begroeting voor 1934 samen met de vorige moet behandeld worden, mogen wij deze algemeene beschouwingen ditmaal achterwege laten en wij zullen er ons mede vergenoegen beknopt, maar zou getrouw mogelijk, de opmerkingen weer te geven welke in den schoot van onze Commissie gemaakt werden.

Onze politiek ten opzichte van Duitschland.

In ons vorig verslag hebben wij de bezorgdheid vertolkt welke het Hitleriaansch regime had doen ontstaan bij de leden der Commissie met betrekking tot de militaire en buitenlandsche politiek van Duitschland. Aan deze bezorgdheid hebben verscheidene leden der Commissie opnieuw uiting gegeven. Zij is nog grooter geworden, sedert Duitschland besloten heeft zich terug te trekken

(1) De Commissie, voorgezeten door den heer Poncelet, bestond uit :

1° De leden van de Commissie voor Buitenlandsche Zaken : de heeren Bovesse, Brunfaut, Carton, de Kerchove d'Exaerde, De Schryver, Destrée, Fischer, Hubin, Huysmans, Jaspar (Marcel-Henri), Joris, Piérard, Raemdonck, Renkin, Sinzot, Somerhausen, Troolet, Van Cauwelaert, Vandervelde (Emile), Van Dievoet, Winandy ;

2° De leden aangeduid door de afdeelingen : de heeren Marquet, Huysmans, Heyman, Van Ackere (F.), Rubbens, Delvigne.

G.

rer de la Conférence du désarmement et de la Société des Nations et que sa politique de réorganisation militaire s'est affirmée avec une netteté qui ne prête guère à discussion.

Devant ces mesures, que pourrait faire la Belgique dans l'intérêt de sa sécurité?

Certains membres ont insisté sur l'intérêt que la Belgique peut avoir à invoquer l'autorité de la Société des Nations pour faire constater et, si possible, pour faire sanctionner les violations des traités dont l'Allemagne se rend coupable. L'article 213 du Traité de Versailles autorise le Conseil de la Société des Nations à décider, à la simple majorité des voix, de faire en Allemagne toute investigation, que commandent le souci de la paix et l'observation loyale des traités. L'Allemagne s'est engagée à se prêter à cette vérification et sa démission comme membre de la Société ne la soustrait pas à ce devoir. La Belgique devrait s'entendre avec les autres nations intéressées, plus spécialement avec la France, pour faire cette demande en commun.

A la rigueur, elle pourrait l'entreprendre seule. Les transgressions de l'Allemagne, concernant le désarmement, la démilitarisation des provinces rhénanes et d'autres mesures intéressant la sécurité de nos frontières sont de notoriété suffisante pour justifier ce recours.

A défaut de ces faits, les décrets officiels du Gouvernement du III^e Reich fourniraient une base suffisante pour cette intervention. Cet appel à la Société des Nations devrait viser à la fois la constatation officielle des infidélités commises et les sanctions qu'elles commandent.

Un membre a préconisé également, comme moyen de pression, le boycott des marchandises allemandes. Mais d'autres ont été d'avis, que cette arme ne serait ni efficace, ni exempte de certains dangers. Le boycott commercial ne pourrait être envisagé, avec quelque chance de succès, que s'il était organisé de commun accord par un groupe important d'Etats et il n'est pas probable que cette entente pourrait s'établir. La Société des Nations, qui cependant a prévu dans son pacte des sanctions ou pressions économiques, ne pourrait pas davantage nous assister dans cette voie.

Mais si une rupture économique avec l'Allemagne ne paraît ni opportune, ni recommandable, la Belgique est fondée à demander à l'Allemagne qu'elle soit plus soucieuse de mettre à exécution les concessions qu'elle nous avait fait entrevoir ou promises, pour compenser partiellement les sacrifices que nous avons acceptés par l'accord de Lausanne, et qu'elle lève ou atténue certaines interdictions ou restrictions, fatales à notre commerce. Notre horticulture gantoise est atteinte dans ses intérêts vitaux par la fermeture des frontières allemandes à ses produits principaux. Notre batellerie belge et nos ports se plaignent vivement du protectionnisme en faveur des ports, des entreprises et des chemins de fer allemands. La Belgique est cependant pour l'Allemagne un client intéressant, puisque notre balance des échanges favorise l'Allemagne dans une mesure très large.

uit Ontwapeningsconferentie en Volkenbond en sedert dat zijn politiek tot herinrichting van zijn leger met den dag duidelijker aan het licht treedt.

Wat zou België, tegen over deze bedreigingen, vermogen te doen in het belang zijner veiligheid?

Sommige leden hebben den nadruk gelegd op het belang dat België er bij hebben kan beroep te doen op den Volkenbond ten einde te doen vaststellen dat Duitschland de verdragen schendt en desnoods de uitvoering dezer verdragen door strafmaatregelen te doen verzekeren. Bij artikel 213 van het Verdrag van Versailles mag de Volkenbondsråd, bij meerderheid van stemmen, in Duitschland elk onderzoek laten instellen dat in het belang van den vrede en van de eerlijke naleving van de verdragen noodig geacht wordt. Duitschland heeft de verbintenis aangegaan zich tot dit nazicht te leenen en door zijn uittreden uit den Volkenbond wordt het van deze verplichting niet ontslagen. België zou met de andere belanghebbende naties overleg moeten plegen, meer in het bijzonder met Frankrijk, met het oog op gemeenschappelijke stappen.

Desnoods zou het deze alleen kunnen doen. De schendingen van Duitschland in zake ontwapening, demilitarisatie van het Rijnland en andere maatregelen welke de veiligheid onzer grenzen aangaan zijn genoegzaam bekend zoo dat dit beroep volkomen gewettigd is.

Zonder deze feiten, zou er een voldoende gegronde reden voor deze tussenkomst kunnen gevonden worden in de officieele verordeningen van het Derde Rijk. Bij dit beroep op den Volkenbond, zou tegelijkertijd moeten gewezen worden op de officieele vaststelling van de schendingen en op de sancties welke er tegen dienen genomen.

Een lid heeft insgelijks als drukkingsmaatregel voorgesteld, de boycot van de Duitsche goederen. Doch anderen waren van meening dat dit wapen noch doeltreffend noch vrij van sommige gevaren zou zijn. Een commercieele boycot kan slechts onder cogen mogen genomen worden, met eenige kans op welslagen, zoo hij werd ingericht in overleg met een belangrijk groep Staten en het is niet waarschijnlijk dat hierover een accoord zou worden bereikt. De Volkenbond, die nochtans in zijn pact sancties of economische dwangmaatregelen heeft voorzien, kan ons evenmin helpen op dezen weg.

Doch zoo een economische breuk met Duitschland, noch gelegen noch aanbevelenswaardig voorkomt, is België nochtans gerechtigd aan Duitschland te vragen dat het zich meer opletten zou toonen om de voldoeningen te geven welke het ons had laten verhoplen of had beloofd, als gedeeltelijke vergoeding voor de offers die wij aanvaard hadden in de Overeenkomst van Lausanne; en dat het sommige verboden of beperkingen zou opheffen, die doodend zijn voor onzen handel met dit land. Onze Gentsche tuinbouw wordt getroffen in zijn levensbelangen door het sluiten der Duitche grens voor zijn bijzonderste producten. Onze Belgische binnenscheepvaart insgelijks, en onze havens klagen over het integraal behoud van het protectionisme ten voordeele der Duitsche havens, ondernemingen en spoorwegen. België is nochtans voor Duitschland een interessante klant vermits de handelsbalans Duitschland met ons in zeer sterke mate gunstig is.

La Commission a été d'accord, avec les membres qui ont exposé ce problème, pour insister auprès du Gouvernement, afin qu'il fasse valoir avec toute l'énergie nécessaire les arguments que la Belgique peut invoquer contre le maintien d'une situation aussi injuste pour nous.

La Commission a attaché également une grande importance à la question de notre sécurité sur notre frontière de l'Est et certains membres ont exposé largement les lacunes et les dangers de la situation présente. Il serait superflu de nous étendre sur cet objet dans ce rapport. La très prochaine discussion du budget des dépenses extraordinaires fournira une occasion plus propice pour le traiter avec toute l'ampleur nécessaire. La discussion du budget actuel fournira le préambule politique de ce débat.

A ce propos, on a soulevé la question des révélations, produites récemment devant les commissions réunies du Sénat et de la Chambre, sur les violations déjà anciennes du Traité de Versailles par l'Allemagne récalcitrante et sur certaines contradictions entre les conclusions des experts militaires interalliés et les déclarations officielles au sujet du désarmement et de la démilitarisation de l'Allemagne.

Un membre a fait observer que ces révélations n'ont pas un caractère d'absolue nouveauté. Les parties essentielles en étaient connues. Mais ce qui doit dominer surtout nos préoccupations c'est l'état de choses créé dans les toutes dernières années et surtout dans les derniers mois.

Un membre a exprimé vivement le vœu que dans l'intérêt du pays, qui en matière de défense extérieure plus qu'en tout autre, a besoin de cohésion et de confiance, — on ne divise pas l'opinion publique sur des questions dont l'intérêt, même pour ceux qui l'estiment assez considérable, ne peut avoir qu'une importance plutôt rétrospective.

Nos relations avec la Russie soviétique.

Plusieurs membres ont exprimé à nouveau le vœu que le Gouvernement belge examine la possibilité prochaine de reconnaître officiellement le Gouvernement de l'U. R. S. S. Nous avons résumé, dans le précédent rapport, les arguments principaux que l'on peut invoquer en faveur de cette idée. La reconnaissance par les Etats-Unis d'Amérique et les récents développements de la politique européenne donnent à ces arguments une actualité et une force nouvelles.

L'intérêt économique, qui peut s'attacher à des relations régulières, semble aussi plus manifeste aujourd'hui. La majorité de la commission reste d'accord pour déclarer qu'elle ne voudrait pas sur cette question créer au Gouvernement des embarras, auxquels la situation dangereuse à laquelle la Belgique doit faire face en ce moment donnerait facilement un caractère grave. La solution du reste ne présente pas un caractère d'urgence. Mais certains membres, qui partagent cette manière de voir, n'ont

De Commissie ging accoord met de leden die dit vraagstuk uiteenzetten, om bij de Regeering aan te dringen, opdat zij, met de noodige kracht, de argumenten zou doen gelden, die België kan invoeren om een zoo onbillijken toestand te bestrijden.

De Commissie hechte ook groot belang aan het vraagstuk van de veiligheid op onze Oostergrens en sommige leden zetten breedvoerig de leemten en de gevaren uiteen van den huidige toestand. Het zou overbodig zijn in dit verslag hierover uit te weiden. De zeer nabije bespreking van de Begroting der buitengewone uitgaven zal ons een gunstiger gelegenheid verschaffen om dit punt met den noodigen omvang te behandelen. De bespreking van deze Begroting zal als politieke inleiding dienen tot dat debat.

Te dier gelegenheid, werd er gewag gemaakt van de onthullingen welke onlangs gedaan werden, voor de vereenigde Commissiën van Senaat en Kamer, over de reeds vroeger door het weerspannige Duitschland gepleegde inbreuken op het verdrag van Versailles, en over sommige tegenstrijdigheden tusschen de conclusiën van de militaire deskundigen der bondgenooten en de officieele verklaringen betreffende de ontwapening en de demilitarisatie van Duitschland.

Een lid deed opmerken, dat deze onthullingen niet volkomen nieuw waren. De essentiële gedeelten er van waren gekend. Waar wij vooral een overwegend belang moeten aan hechten, is de algemeene staat van zaken welke zich in de laatste jaren en vooral in de laatste maanden heeft voorgedaan.

Een lid heeft met nadruk den wensch geuit, dat men, in het belang van het land — dat in zake buitenlandsch verweer meer dan voor eenig ander belang, noodig heeft eengsgezind te zijn en betrouwen te hebben — de openbare meening niet zou verdeelen over quaesties, waarvan het belang, zelfs voor degenen die dit nogal aanzienlijk vinden, slechts van retrospectieven aard is.

Onze betrekkingen met Soviët-Rusland.

Talrijke leden hebben opnieuw aangedrongen opdat de Belgische Regeering eerlang de mogelijkheid zou willen onderzoeken om de Regeering van de U. S. S. R. officieel te erkennen. In het vorig verslag, hebben wij de voornaamste argumenten samengevat, welke men voor dit standpunt kan laten gelden. Gezien de erkenning door de Vereenigde Staten en de nieuwe uitbreiding welke de Europeesche politiek genomen heeft, zijn deze bewijsvoeringen van meer actueelen aard en van grooter gewicht geworden.

Ook het economisch belang, dat aan deze regelmatige betrekkingen kan verbonden zijn, is deudelijker geworden. De meerderheid van de Commissie blijft het eens om te verklaren, dat zij door deze quaestie aan de Regeering geene moeilijkheden zou willen berokkenen, welke al te gemakkelijk van ernstigen aard zouden kunnen worden, gezien den gevaarlijken toestand waaraan België, voor het oogenblik, het hoofd moet bieden. De oplossing is trouwens van geen dringenden aard. Nochtans

pas caché cependant leur désir de voir le Gouvernement soumettre cette question à un nouvel et sérieux examen.

Notre situation vis-à-vis des Pays-Bas.

Votre commission est unanimement désireuse de voir s'établir, le plus rapidement possible, des relations de pleine confiance et d'amitié, non seulement entre les Gouvernements belge et néerlandais, mais aussi entre nos deux peuples.

Nous avons un besoin majeur de nous entendre et de nous soutenir, et les conjonctures présentes l'éclairent d'un jour inquiétant. La revision du traité de 1839, dans l'esprit et sur les bases que nous avons définies dans le rapport précédent, reste dans tous nos vœux.

Votre commission a attaché d'autant plus d'importance aux observations, qui ont été présentées devant elle, au sujet des déclarations faites à la Deuxième Chambre néerlandaise à propos de la neutralité belge. L'abolition de cette neutralité ne peut être contestée sérieusement par le Gouvernement néerlandais et celui-ci ne pourrait y trouver aucune matière à compensation. La neutralité belge, observée scrupuleusement par nous dans tous les devoirs qu'elle nous a imposés, a été ruinée par la violation brutale dont elle a été l'objet de la part d'un de ses garants.

La Belgique a pu se prévaloir dans les négociations de la paix des titres particuliers que son ancienne neutralité et l'héroïque fidélité avec laquelle elle en avait assuré le respect lui donnaient en matière de dédommagement, mais l'abolition ultérieure en est apparue aux yeux de tous les consignataires des traités de 1839 comme une conséquence naturelle de la guerre. La Hollande elle-même par la bouche de son Ministre des Affaires Etrangères et de ses négociateurs a reconnu la justesse de cette manière de voir et n'a soulevé aucune objection ni aucune prétention à propos du désir de la Belgique d'être affranchi pour l'avenir d'un statut, si peu compatible avec l'expérience tragique dont elle venait de sortir. Jamais aussi la Hollande n'a émis quelque réserve au sujet des conditions dans lesquelles la Belgique est devenue membre de la Société des Nations et a pris part à différents traités internationaux incompatibles avec une neutralité obligatoire. Dans chacun de ces cas la Hollande a implicitement reconnu, que si le traité de 1839 n'avait pas encore été modifié dans son texte, pour des raisons qui sont connues, la question de notre neutralité était cependant tranchée, en droit comme en fait, pour ceux qui l'avaient signée ou garantie.

Nous ne pouvons pas croire d'ailleurs que cette question oiseuse pourrait créer entre la Belgique et la Hollande un sérieux malentendu. Il ne s'agit plus que de mettre l'écrit en accord avec la réalité, selon l'expression de Monsieur le ministre Hymans. La Belgique ne demande qu'à s'y prêter.

La commission exprime le vœu que le Gouvernement,

hebben sommige leden, die deze meening bijtreden, het verlangen uitgedrukt, dat de Regeering aan een nieuw en ernstig onderzoek zou het vraagstuk onderwerpen.

Onze toestand tegenover Nederland.

Onze Commissie is eenparig beziel met het verlangen, zoodra mogelijk, de meest hartelijke en vriendschappelijke betrekkingen te zien tot stand komen niet alleen tusschen de Belgische en de Nederlandsche regeeringen, maar ook tusschen beide volken.

Wij hebben er alle belang bij in best verstandhouding te leven en elkander te steunen, en in de huidige omstandigheden is het meer dan ooit geboden. Het blijft onze wensch dat de herziening van het Verdrag van 1839 zou geschieden in den geest en op de grondslagen welke in ons vorig verslag uiteengezet werden.

Onze Commissie heeft des te meer gewicht gehecht aan de opmerkingen welke in haar schoot gemaakt werden, naar aanleiding van verklaringen afgelegd tegenover de Nederlandsche tweede Kamer in verband met de Belgische onzijdigheid. De opheffing van deze onzijdigheid kan niet ernstig betwist worden door de Nederlandsche Regeering en deze zou er geen stof voor compensatie kunnen vinden. De Belgische onzijdigheid waarvan al de verplichtingen welke zij ons oplegde met nauwgezetheid nagekomen werden is te niet gedaan door de brutale schending vanwege een van hare garanten.

België heeft zich bij de vredesonderhandelingen kuanen beroepen op de bijzondere titels die zijn vroegere onzijdigheid en de heldhaftige trouw waarmede het ze oerbiedigde hem gaven in zake vergoeding, doch de afschaffing van deze onzijdigheid voor de toekomst scheen aan al de mede onderteekenaars der verdragen van 1839 een natuurlijk gevolg van den oorlog. Nederland zelf, bij monde van zijn Minister van Buitenlandsche Zaken en van zijn onderhandelaars, heeft de juistheid erkend van deze zienswijze en heeft geen enkele opmerking gemaakt noch geen enkele aanspraak laten gelden in verband met den wensch van België om, voor de toekomst, bevrijd te worden van een statuut dat zoo weinig vereenigbaar was met de tragische ervaring die het zoo juist onderstaan had. Nooit ook heeft Nederland eenig voorbehoud gemaakt betreffende de voorwaarden waarin België lid werd van den Volkenbond en deel nam aan verschillende internationale verdragen die onvereenigbaar zijn met een gedwongen onzijdigheid zooals wij die gekend hebben. In elk van deze gevallen heeft Nederland impliciet erkend, dat zoo het Verdrag van 1839 nog niet gewijzigd werd in zijn tekst, om bekende redenen, de quaestie van onze onzijdigheid nochtans reeds opgelost was, in rechte zoowel als in feite, in de oogen van dezen die ze geteekend of gewaarborgd hadden. Trouwens, wij kunnen niet gelooven dat deze niet ter zake dienende quaestie aanleiding zou kunnen geven tot eenig ernstig misverstand tusschen België en Nederland. Het geschreven woord moet slechts in overeenstemming gebracht worden met de werkelijkheid, zooals minister Hymans zich uitdrukte en België vraagt enkel daartoe gelegenheid te geven.

De Commissie geeft den wensch te kennen dat de Regee-

en attendant, fasse les mises au point qui pourraient paraître opportunes.

Rapports avec la France.

Des membres se sont plaints vivement de la façon dont la France agit vis-à-vis de nos ouvriers frontaliers ainsi que de nos artistes et intellectuels belges, qui ont l'occasion de faire valoir en France leurs talents ou leurs compétences. Nos compatriotes sont traités avec moins d'égards et de générosité que leurs camarades ou collègues d'autres nations et cette attitude ne correspond ni à l'amitié dont la France a toujours été l'objet dans notre pays, ni à la large hospitalité que ses citoyens rencontrent chez nous.

L'attention a été attirée également sur le véritable dumping que la presse française exerce dans notre pays au détriment de notre propre presse d'expression française et sur l'action unilatérale des amitiés franco-belges. Les efforts que celles-ci déploient pour entretenir en Belgique les sentiments d'amitié pour la France devraient trouver leur complément naturel dans une propagande réciproque en faveur de la Belgique en France même.

Cette situation mérite d'attirer l'attention du Gouvernement.

Emprunt autrichien.

Un membre rappelle que lors de la ratification de l'intervention belge dans l'émission du récent emprunt autrichien on a exprimé l'espoir que le Gouvernement autrichien se montrât plus soucieux de respecter et de protéger les libertés politiques, et en particulier la liberté d'organisation et d'action du parti social-démocrate. Il prie le Gouvernement de nous dire quelles démarches il a entreprises dans ce but et avec quel résultat.

Notre action économique extérieure.

Plusieurs membres ont insisté sur la nécessité de mieux organiser et de renforcer notre action économique au dehors. Nos agents diplomatiques et consulaires ne disposent pas des moyens nécessaires. Leur cadre devrait être renforcé et parfois rajoint.

Mais surtout la politique du Gouvernement devrait être plus méthodique, mieux coordonnée et plus entreprenante. Cela n'est possible au dehors que si l'action extérieure est basée sur une conception clairvoyante de notre situation économique intérieure, de ses ressources, de ses possibilités, de ses moyens d'expansion. Il est indispensable que le Gouvernement précise sa ligne de conduite et qu'il se construise un système d'action économique, basé uniquement sur l'intérêt général et non plus seulement sur les intérêts fragmentaires et incohérents des groupes ou des entreprises qui, au hasard des circonstances, viennent solliciter son aide ou sa protection.

ring intusschen niet zou nalaten de terechtwijzingen te geven welke mochten noodig blijken.

Betrekkingen met Frankrijk.

Sommige leden hebben nogal heftig beklagd over de wijze waarop Frankrijk onze grensarbeiders behandelt, alsmede de Belgische kunstenaars en intellectueelen die gelegenheid hebben in Frankrijk hun brood te verdienen. Onze landgenooten worden er minder voorkomend en minder edelmoedig behandeld dan hun kameraden of collega's uit andere landen en deze houding komt niet overeen noch met de vriendschap waarmede Frankrijk steeds in ons land werd bejegend noch met de ruime gastvrijheid welke zijn onderdanen bij ons genieten.

De aandacht werd ook gevestigd op de echte dumping welke de Fransche pers in ons land voert ten koste van onze eigen in het Fransch uitgegeven bladen en op de eenzijdige werking van de « Amitiés franco-belges ». Tegenover de pogingen welke door deze in België in 't werk gesteld worden om de vriendschappelijke gevoelens voor Frankrijk in 't leven te houden zou er in Frankrijk zelf een wederkerige propaganda ten gunste van België moeten bestaan.

Deze toestand verdient met aandacht door de Regeering te worden gevolgd.

Leening aan Oostenrijk.

Een lid herinnert er aan dat, bij de bekrachtiging van België's deelneming aan de jongste Oostenrijksche leening, uiting gegeven werd aan de hoop dat de Oostenrijksche Regeering meer goeden wil aan den dag leggen zou voor de eerbiediging en de bescherming van de staatkundige vrijheden en in het bijzonder voor de vrijheid van vereeniging en werking van de sociaal-democratische partij. Tot de Regeering wordt het verzoek gericht, ons te zeggen welke stappen zij met het oog hierop gedaan heeft en met welken uitslag zij bekroond werden.

Onze buitenlandse economische werking.

Verscheidene leden hebben den nadruk gelegd op de noodzakelijkheid onze economische werking naar buiten te verstevigen en meer uit te breiden. Onze diplomatieke en consulaire agenten beschikken niet over de noodige middelen. Hun kader zou moeten versterkt worden en ook wel verjongd.

Maar de politiek der Regeering zou vooral met meer methode, meer samenhang en meer kracht moeten gevoerd worden. Zulks is naar buiten niet mogelijk, tenzij de buitenlandse werking berust op een klare opvatting van onzen binnenlandschen economischen toestand, van zijn hulpbronnen, van zijn mogelijkheden, van zijn expansiemiddelen. Het is hoognoodig dat de Regeering haar gedragslijn nauwkeuriger bepale, dat zij een economisch actieplan uitwerke waarbij alleen rekening gehouden wordt met het algemeen belang en niet alleen meer met de uiteenlopende belangen van groepen of bedrijven welke naar gelang de omstandigheden op haar bijstand of

Cette action d'ensemble il doit la développer au dehors avec énergie. On a l'impression quelquefois que la Belgique ne parvient pas à mettre en valeur, dans toute la mesure du possible, les moyens de pression ou les ressources d'échange dont elle dispose vis-à-vis de certains pays, où qu'elle est trop absente des marchés, où l'appui du Gouvernement pourrait lui faire trouver d'utiles compensations aux restrictions qu'elle subit ailleurs. Quoi qu'il en soit et sans vouloir transformer en reproche ce qui n'est peut-être qu'un vœu trop impatient, il est nécessaire pour l'avenir du pays que notre Gouvernement — et notre département des Affaires étrangères en particulier — concentre toute son énergie et tous ses efforts à mieux coordonner notre vie économique à l'intérieur et à consolider notre situation sur le marché mondial. L'économie est devenu le véritable maître de la politique.

La Société des Nations.

Un membre s'est demandé si l'intervention de la Belgique en faveur de la S. D. N. et des organismes, qui y sont affiliés, n'est pas trop coûteuse. La dépense totale est d'environ 6 millions, et il serait désirable que le Gouvernement s'expliquât sur l'utilisation de certains postes.

Ces observations ont été provoquées par la décadence manifeste dont l'autorité et l'activité de la S. D. N. ont souffert dans les derniers temps. L'avenir de la Société n'est plus assuré et son action dans le domaine de la pacification et du désarmement est sérieusement compromise. La Belgique ne peut voir ce recul qu'avec regret. La Société des Nations a pu être affligée dans sa constitution même de faiblesses, qui dès le début ont nui à son prestige et à l'efficacité de ses interventions; elle a subi, dès l'enfance, une cruelle atteinte par l'abandon auquel l'Amérique l'a vouée, mais néanmoins son existence a été utile et son influence morale a été favorable. La Belgique n'a aucun intérêt à la diminuer, à son tour, dans ce qu'il lui reste de vitalité et de considération.

Divers.

Un membre s'est plaint de la rigueur avec laquelle le Gouvernement applique certaines taxes et certaines mesures administratives spéciales aux familles de nationalité étrangère qui ont habité la Belgique déjà avant la guerre et dont certaines ont donné leurs enfants pour la défense de notre territoire. Ces cas se présentent surtout dans la région de Verviers. Une distinction de traitement paraît équitable, selon que les étrangers vivant parmi nous sont arrivés avant ou après la guerre. La question est signalée à l'attention du Gouvernement.

Un membre a mis le Gouvernement en garde contre l'influence que des groupes industriels étrangers, dangereux pour la paix internationale, semblent rechercher dans la presse belge.

bescherming beroep komen doen. Dit omvattend actieplan moet naar buiten krachtig doorgevoerd worden. Men heeft soms den indruk dat België er niet in slaagt, in de volle mate van het mogelijke, de middelen van drukking of de ruilmiddelen waarover het beschikt te laten gelden ten opzichte van sommige landen, of dat het te veel wegblijft van markten waarop het met regeeringsteun een nuttige compensatie zou kunnen vinden voor de beperkingen welke het elders moet ondergaan. Wat er ook van zij, zonder een verwijt te maken van wat wellicht een al te ongeduldige wensch is, is het noodig voor de toekomst van het land dat onze Regeering — en ons Departement van buitenlandse zaken in het bijzonder — al hun wijskracht en al hun inspanning vereenigen ten einde ons economisch leven in het binnenland beter te ordenen en onzen toestand op de wereldmarkt te versterken. Het economisch belang is de ware meester van de politiek geworden.

De Volkenbond.

Een lid heeft zich afgevraagd of de tusschenkomst van België ten voordeele van den Volkenbond en der instellingen die er aan gehecht zijn, niet te kostelijk komt. De totale uitgave bedraagt 6 miljoen ongeveer, en het ware wenschelijk dat de Regeering uitleg gaf over het gebruik van sommige posten.

Deze opmerkingen werden uitgelokt door het klaarblijkelijk verval waaronder het gezag en de bedrijvigheid van den Volkenbond den jongsten tijd geleden hebben. De toekomst van den Bond is niet meer verzekerd en zijn werking op het gebied van den vrede en de ontwapening wordt ernstig in gevaar gebracht. België kan dien achteruitgang slechts met leede oogen aanzien. De Volkenbond vertoont in zijn inrichting zelf gebreken welke, vanaf het begin, aan zijn prestige hebben geschaad en aan de doelmatigheid van zijn tusschenkomsten. Hij heeft verder een gevoelig verlies geleden door het wegblijven van Amerika, doch niettemin is zijn bestaan nuttig geweest en zijn zedelijke invloed gunstig. België heeft er geen het minste belang bij, op zijne beurt, den Volkenbond te verkleinen in hetgeen hem nog aan leefbaarheid en aan aanzien overblijft.

Allerlei.

Een lid klaagt over de gestrengheid waarmede sommige taxes en sommige bijzondere administratieve maatregelen door de Regeering worden toegepast op de familiën van vreemde nationaliteit, welke België reeds voor den oorlog bewoonden en waarvan sommige leden medegestreden hebben voor de verdediging van ons grondgebied. Zulke gevallen doen zich vooral voor in de streek van Verviers. Een verschil van behandeling, naarvolgens de vreemdelingen die bij ons verblijven, voor of na den oorlog aangekomen zijn, lijkt ons gerechtvaardigd. De aandacht van de Regeering wordt op deze quaestie gevestigd.

Een lid waarschuwde de Regeering tegen den gevaarlijken invloed welke sommige vreemde nijverheidsgroeperingen, die voor den vrede gevaarlijk zijn, bij de Belgische pers schijnen te zoeken.

Un membre enfin signale que les écrits de propagande allemande les plus violents pénètrent dans notre région frontalière de l'Est sans qu'aucun obstacle leur soit opposé.

*
**

Nous nous sommes efforcés de reproduire ainsi le plus objectivement possible l'échange de vues qui a eu lieu dans notre Commission. Aucune distinction n'est faite pour les observations présentées par les représentants de la minorité ou par ceux de la majorité. Les discussions et les votes devant la Chambre vous éclaireront suffisamment à ce sujet. Néanmoins nous donnons volontiers en complément de ce rapport la note qui nous a été remise au nom de la minorité et qui résume les principaux points de vue, qui lui sont particuliers.

*
**

Des membres auraient voulu obtenir certains éclaircissements ou certaines informations complémentaires de la part du Gouvernement. La nécessité de déposer ce rapport sans délai ne nous a pas permis d'établir avec le département compétent un utile échange de correspondances. Les membres intéressés voudront nous en excuser et attendre les communications verbales du Ministre des Affaires Étrangères.

*
**

Le budget a été approuvé par 9 voix contre 3.

Le Rapporteur,

F. VAN CAUWELAERT.

Le Président,

J. PONCELET.

NOTE DE LA MINORITE.

De l'avis du Gouvernement belge et de l'avis de ses conseillers militaires, l'Allemagne viole-t-elle ou non les clauses militaires du traité de Versailles ?

Si oui, ces violations sont-elles de nature, tôt ou tard, à mettre en danger la sécurité de la Belgique ?

Qu'a fait, ces temps derniers, le Gouvernement belge pour tâcher de maintenir en vigueur et d'assurer l'observance de ces clauses militaires, après contact préalable avec les autres gouvernements intéressés, soit par des représentations directes à Berlin soit par un appel à la S. D. N. ?

Les clauses militaires du Traité de Versailles sont toujours en vigueur.

Que compte faire le Gouvernement belge en vue de sauvegarder cette garantie essentielle, infiniment plus sûre,

Ten slotte, verklaart een lid, dat de heftigste Deutsche propagandaschriften in onze Ooster-grensstreek ingevoerd worden zonder dat zij eenigen hinderpaal ontmoeten.

*
**

Wij hebben aldus getracht, op de meest mogelijke objectieve wijze, de gedachtenwisseling welke in onze Commissie plaats had, weer te geven. Geen onderscheid wordt er gemaakt tusschen de opmerkingen gemaakt door de volksvertegenwoordigers der minderheid of die der meerderheid. De besprekingen en de stemmingen van de Kamer zullen dienaangaande de gewenschte klaarheid verschaffen. Toch geven we, volgaarne, als aanvulling van dit verslag, de nota welke ons namens de Minderheid werd overhandigd, waarin de voornaamste gezichtspunten zijn samengevat, welke haar eigen zijn.

*
**

Sommige leden hebben zekere nadere of aanvullende inlichtingen verlangd vanwege de Regeering. De noodzakelijkheid om dit verslag onverwijld neer te leggen, heeft ons niet toegelaten met het bevoegd Departement een nuttige briefwisseling te voeren. De betrokken leden gelieven ons daarvoor te verontschuldigen en de mondelinge mededeelingen af te wachten, die de Minister van Buitenlandse Zaken niet zal nalaten te verstrekken.

*
**

De Begroting werd met 9 tegen 3 stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,

F. VAN CAUWELAERT.

De Voorzitter,

J. PONCELET.

NOTA VAN DE MINDERHEID.

Kan men, naar het oordeel van de Belgische Regeering en ook van hare militaire adviseurs, zeggen dat Duitschland de militaire bedingen van het Verdrag van Versailles al dan niet naleeft ?

Zoo niet, gaat het nog voort die bepalingen te verkrachten en zijn deze inbreuken van aard om, vroeg of laat, de veiligheid van België in gevaar te brengen ?

Wat heeft, in deze laatste tijden, de Belgische Regeering gedaan om die militaire bedingen van kracht te doen blijven en er de naleving van te verzekeren, dit na voorafgaande contactneming met de overige betrokken regeeringen, hetzij door rechtstreeksche vertoogen te Berlijn, hetzij door een beroep op den Volkenbond ?

De militaire bedingen van het Verdrag van Versailles zijn steeds van kracht.

Wat denkt de Regeering te doen om dien hoofdzakelijken waarborg te vrijwaren, die oneindig zekerder is dan al de

que tous les préparatifs de défense, de la sécurité de la Belgique?

Laisser tomber en caducité les clauses militaires du traité et de se contenter de répondre aux violations allemandes par des mesures militaires de notre côté, n'est-ce pas une capitulation complète devant Hitler?

On dit que la Belgique ne peut agir seule. Personne ne le demande. Qu'elle s'adresse d'abord aux grandes puissances pour qu'elles agissent d'accord avec nous. Mais si les grandes puissances refusent ou se montrent incapables d'agir ensemble, la Belgique doit faire appel tout au moins à la France, dont la situation est analogue à la nôtre. Et pour le cas où une démarche commune même avec la seule France apparaîtrait comme impossible, le Gouvernement belge a, vis-à-vis du peuple belge, le devoir de faire appel, au besoin *tout seul*, à la S. D. N. ou à la Cour de La Haye pour que le respect du droit international soit imposé par ces instances internationales dans une question qui est une question de vie ou de mort pour la Belgique.

Demander le respect du droit international, faire appel à la juridiction internationale, ne peut jamais être considéré comme un acte agressif ou inamical envers qui que soit.

C'est l'essence même du droit international. Si elle est méconnue, nous retombons dans l'anarchie et dans le droit du plus fort, ce qui ne pourrait ouvrir, pour la Belgique, que des perspectives catastrophiques.

Quelle procédure suivre ?

La Belgique ou toute autre puissance intéressée peut, individuellement ou avec les autres puissances, demander à l'Allemagne la cessation de ses violations des traités et, si elle refuse ou s'esquive, l'appel à la S. D. N. devrait suivre immédiatement.

Si l'Allemagne conteste les violations, il serait facile de démontrer le contraire. Tous les gouvernements intéressés ont leurs « dossiers » pleins.

Toutefois, si l'on veut vraiment aboutir à un résultat, ce n'est pas sur des dossiers *secrets* qu'il faudrait se baser parce que, dans ce cas, tout ce que le Conseil de la S. D. N. pourrait faire, en vertu de l'article 213 du Traité de Versailles, c'est décider la procédure d'investigation que l'Allemagne doit accepter. L'inconvénient de cette méthode est que l'investigation pourrait traîner en longueur, être sabotée par l'Allemagne et n'aboutir en fin de compte qu'à des conclusions équivoques. Et, surtout, en attendant et pendant cette investigation, Hitler pourrait continuer ses préparatifs de guerre.

Il serait beaucoup plus simple et expéditif de se baser simplement sur les décrets officiels du Gouvernement du Reich légalisant l'armée brune, même en zone démilitarisée — ce qui constitue une violation flagrante non seulement du traité de Versailles mais du traité de Locarno — introduisant en fait le service militaire obligatoire par les prétendus camps de travail, les exercices militaires imposés aux étudiants et quantité d'autres décrets ou lois aboutissant tous au même résultat.

voorbereidselen tot verdediging van de veiligheid van België ?

Ware het niet een volledige overgave, tegenover Hitler, met de militaire bedingen van het Verdrag te laten vervallen en met zich te vergenoegen de Duitse inbreuken te beantwoorden met militaire maatregelen onzerzijds ?

Men zegt dat België alleen niet kan handelen; hetgeen door niemand wordt gevraagd. Het wende zich vooreerst tot de groote Mogendheden opdat deze handelen in overeenstemming met ons. Doch zoo de groote Mogendheden weigeren of zich onmachtig toonen om samen te handelen, moet België beroep doen, ten minste, op Frankrijk wiens toestand aan den onzen gelijk is. En voor het geval, dat een gemeenschappelijk optreden, zelfs met Frankrijk, onmogelijk leek, dan heeft de Belgische Regeering, tegenover het Belgisch volk, tot plicht van, desnoods *gansch alleen*, beroep te doen op den Volkenbond, of op het Haagsche Hof, opdat de eerbiediging van het internationaal recht worde opgelegd door die internationale instanties, in een quaestie welke, voor België, een zaak is van leven of dood.

Den eerbied eischen voor het internationaal recht, beroep doen op de internationale rechtsmacht, kan nooit worden aangezien als een vijandelijke of onvriendelijke daad tegen wie het ook zij.

Zulks is het wezen zelf van het internationaal recht. Zoo het miskend wordt, keeren wij terug tot de anarchie en naar het recht van den sterkste, hetgeen, voor België, slechts hachelijke vooruitzichten zou openstellen.

Welke weg dient er dan opgegaan ?

België, of om 't even welke andere betrokken Staat, kan, individueel of met de overige Staten, vragen dat Duitschland ophoude met zijn inbreuken op de Verdragen en, zoo het weigert of de vraag ontwijkt, zou het beroep op den Volkenbond dadelijk moeten volgen.

Zoo Duitschland de inbreuken loochent, ware het gemakkelijk het tegendeel te bewijzen. Al de betrokken regeeringen hebben hun « bundels » gevuld.

Zoo men, echter, waarlijk tot een uitslag wenscht te komen, dan is het niet op de *geheime* bundels dat men zich zou dienen te gronden, omdat, in dit geval, al hetgeen de Raad van den Volkenbond zou vermogen, krachtens artikel 213 van het Verdrag van Versailles, is van de onderzoeksrechtspleging te beslissen, welke Duitschland moet aannemen. Het bezwaar van deze methode is, dat het onderzoek op de lange baan zou gehouden worden, tegengewerkt door Duitschland en, ten slotte, op dubbelzinnige besluiten zou uitloopen. En, in afwachting en gedurende dit onderzoek, zou Hitler kunnen voortgaan met zijn oorlogstoebe-
reidselen.

Het ware veel eenvoudiger en doelmatiger zich enkel te steunen op de officieele decreten van de Reichsregeering die het bruine leger wettig maakt. Zelfs in gedemilitariseerd gebied — hetgeen een klaarblijkende schennis uitmaakt, niet alleen van het Verdrag van Versailles, maar van het Verdrag van Locarno —, door het feitelijk invoeren van den militairen dienstplicht door de zoogezegde arbeidskampen, de aan de studenten opgelegde militaire oefeningen en een massa andere decreten of wetten die alle tot denzelfden uitslag leiden.

Il s'agirait simplement d'exiger de l'Allemagne la suppression de ces actes législatifs et ce n'est que dans le cas où elle promettrait de se soumettre qu'on pourrait procéder à des mesures de contrôle afin de s'assurer de l'exécution loyale de cette promesse.

Si l'Allemagne se montrait récalcitrante en face d'une demande formelle de la S. D. N., le Conseil aurait le droit de prendre des sanctions allant de la pression financière y compris le boycott économique officiel concerté jusqu'à des mesures d'un autre caractère. Si le Conseil n'aboutissait pas à une décision unanime, chacune des puissances intéressées aurait le droit de recourir elle-même à des sanctions sans que cette attitude puisse être considérée comme une violation du Pacte. Les autres puissances auraient alors tout au moins l'obligation de ne pas gêner l'action et de ne rien faire pour secourir l'Allemagne.

L. PIÉRARD.

Het betreft eenvoudig van Duitschland te eischen dat het die daden van wetgeving weglate en slechts in geval dat het zou beloven zich te onderwerpen, zou men kunnen overgaan tot controlemaatregelen, ten einde zich te verzekeren van de eerlijke uitvoering van die belofte.

Indien Duitschland zich weerbarstig mocht toonen voor een uitdrukkelijke aanvraag vanwege den Volkenbond, zou de Raad het recht hebben sancties te nemen, gaande van de financieele drukking, de onderling overlegde officieele economische boycot inbegrepen, tot maatregelen van een anderen aard. Indien de Raad niet tot een eenparig optreden zou kunnen besluiten, zou elke der betrokken Mogendheden het recht hebben, zelf, sancties te nemen, zonder dat die houding als een schending van het Pact zou kunnen worden aangezien. De overige Mogendheden zouden alsdan ten minste tot plicht hebben de actie niet te hinderen en niets te ondernemen om Duitschland te helpen.

L. PIÉRARD.